



L'ENJEU, APRÈS LA CRISE ?

Par Jean Blairon

Nous avons consacré une première analyse à l'examen des thèses défendues par Alain Touraine dans son dernier ouvrage *Après la crise* ; pour rappel, Alain Touraine pointe trois conditions pour dépasser la crise mondiale qui a failli conduire à l'effondrement du système financier ; il les résume comme suit :

« Le but à atteindre est la reconstruction d'un ensemble vivant et actif, ce qui passe par une redéfinition des principaux acteurs par eux-mêmes, une bonne connaissance de l'ennemi à combattre et la conscience des enjeux communs qui existent entre les acteurs sociaux. C'est la conscience de *l'adversaire* qui est la plus facile à acquérir. »¹

Nous avons tenté de montrer² que la définition que le sociologue donne de **l'adversaire** pose des questions majeures aux acteurs du contre-pouvoir ; toutefois, nous avons aussi formulé un certain nombre de réserves par rapport à la thèse selon laquelle l'adversaire peut être défini comme ceux qui **résistent à la promotion des droits humains universels**, soit les défenseurs de l'ordre ancien et les dirigeants économiques qui prélèvent un profit économique excessif, en détruisant la société.

Nous aimerions prolonger notre première réflexion en analysant comment A. Touraine définit les enjeux communs aux acteurs sociaux, dont la définition doit pouvoir permettre de « reconstruire la société » comme un « ensemble vivant et actif ».

QU'EST-CE QU'UN ENJEU DANS CE CONTEXTE ?

Il faut repartir ici de la conception que propose Touraine selon laquelle les sociétés modernes se caractérisent par une forte capacité de transformation, d'action sur elles-mêmes, en référence à des orientations qu'elles ont elles-mêmes définies, sans devoir s'appuyer sur la référence à une quelconque transcendance.

Cette action de la société sur elle-même (son auto-production, en quelque sorte) se fait à travers un conflit central (plus ou moins clair, plus ou moins construit et, en conséquence plus ou moins structuré et structurant) qui rassemble et oppose des acteurs : ceux-ci sont d'accord sur l'enjeu du conflit et sur son importance, mais s'opposent sur la manière de le définir.

L'enjeu est en ce sens une **ressource** centrale dont les acteurs du conflit central se disputent l'interprétation et la possession. (Nous voyons évidemment ici que la définition de l'enjeu est liée partiellement à la conscience de l'adversaire que peuvent avoir des acteurs – nous sommes de fait dans une situation d'entre-définition, de définition d'un terme par les autres et inversement).

1. A. Touraine, *Après la crise*, Paris, Seuil, 2010, p. 121.

2. Cfr notre analyse « L'adversaire, après la crise ? », in www.intermag.be



QUEL EST L'ENJEU AUJOURD'HUI POUR A. TOURAINE ?

L'auteur part du constat que la société a été détruite par l'économie, elle n'est plus qu'un champ de ruines :

« Si la globalisation a détruit toutes les institutions et la société elle-même, puisqu'aucun contrôle social n'a plus prise sur elle, la conclusion s'impose à tous que seul l'individu reste vivant dans ce champ de ruines. »³

L'individu serait la ressource centrale, dont les acteurs se disputeraient la définition et qu'ils voudraient utiliser comme ressource.

Les libéraux ne veulent connaître que des individus mus par leur intérêt ; les dominés revendiquent au contraire un individu sujet, créateur de son existence et de la société.

« Les libéraux, qui veulent écarter tous les obstacles susceptibles d'entraver la marche triomphale du marché, prétendent dissoudre toutes les appartenances, parce que selon eux seuls les individus cherchent rationnellement leurs avantages. Leur objectif est que l'individualisme extrême ensevelisse les institutions et les actions collectives.

De l'autre côté, c'est aussi à l'individu qu'on s'adresse par défiance et hostilité à l'égard des institutions qui se sont laissées instrumentaliser par la volonté de profit qui conduit les acteurs dominants. Mais l'individu, tel qu'il est conçu par ceux qui sont dominés, ne peut être un sujet que s'il reconnaît que les autres individus ont les mêmes droits et la même capacité que lui à être des sujets.(...) Or, reconstruire à partir de l'individu-sujet et de sa relation à d'autres individus-sujets une société conçue comme une maison commune suppose qu'on soit capable d'associer le respect des différences avec la création d'une conscience universaliste des droits fondamentaux. »⁴

D'un côté, nous aurions une attaque contre les appartenances et les collectifs ; de l'autre une reconstruction d'une « maison commune » par des individus-sujets soucieux que tous jouissent des mêmes droits (de création).

PREMIÈRES DISCUSSIONS

La vision d'une société détruite, sans aucune possibilité de résistance au triomphe des marchés globalisés, nous semble discutable.

Certes, beaucoup de gouvernements ont « fait la part du feu » en faisant beaucoup (trop) de concessions aux marchands (privatisation des services publics, déréglementations de l'économie, utilisation de modèles marchands pour organiser toute activité, etc.). Mais tous les acteurs sociaux ont-ils abandonné pour autant toute velléité de résistance, même en position minoritaire⁵ ?

3. A. Touraine, *op. Cit.*, p. 123.

4. Idem, *ibidem*, pp. 123-124.

5. Cfr le récent projet de plate-forme transatlantisme lancé dans notre pays par une série d'acteurs à l'instigation de la FGTB. Plus d'info sur le site www.no-transat.be.



L'enjeu, après la crise ?

On peut aussi penser que l'apparente absence de résistances est aussi produite par une absence de relais appropriés, d'accès à l'espace public, voire par les préférences systématiques des grands médias pour la logique victimaire, propice à susciter, pensent-ils, le clientélisme auxquels ils ont accepté de se soumettre.

Ensuite, l'idée d'un individu créateur sans supports, en amont du social, trouvant en lui-même la force de se créer ne nous semble pas résister à l'observation, notamment du travail social et éducatif.

Nous retrouvons ici la question posée par Michel Wieviorka : le sujet est-il en amont du social, à côté de lui (il se créerait alors dans la distance au social) ou la capacité de subjectivation est-elle le produit du travail approprié d'institutions ?⁶

Faut-il d'ailleurs choisir une des branches de cette alternative ou n'est-il pas au contraire possible d'affirmer à la fois qu'il n'y a pas d'individus créateurs sans supports collectifs et que la légitimité d'un groupe se joue aussi dans sa capacité à admettre et à favoriser les processus de singularisation pour les individus qui le composent – en disant cela, nous avons bien conscience qu'aucune des deux propositions ne va de soi, qu'elles constituent chacun une lutte de tous les instants.

Mais la présence de cette lutte permanente peut-elle échapper au regard de l'observateur de la vie sociale et culturelle, et même de la vie politique et économique⁷ ?

Nous avons donc à nous demander si cette réciprocité individu/collectif mobilise aujourd'hui des résistances à l'ordre dominant et des forces capables de s'y opposer.

Pierre Bourdieu le pensait, lorsqu'il avançait, par exemple, sa thèse du double sens de l'Etat : certes, l'Etat, parfois, souvent, se fait le relais des positions dominantes ; mais collectif par excellence, il est aussi capable de construire un ordre social « qui n'aurait pas pour seule loi la recherche de l'intérêt égoïste et la passion individuelle du profit et qui ferait place à des **collectifs** orientés vers la poursuite de fins **collectivement élaborées et approuvées**. »

Bourdieu précise quels seraient ces collectifs :

« Parmi ces collectifs, **associations, syndicats, partis, comment ne pas faire une place spéciale à l'Etat**, Etat national ou, mieux encore, supranational, c'est-à-dire européen (étape vers un Etat mondial), capable de contrôler et d'imposer efficacement les profits réalisés sur les marchés financiers ; capables aussi et surtout de contrecarrer l'action destructrice que ces derniers exercent sur le marché du travail en organisant, avec l'aide des syndicats, **l'élaboration et la défense de l'intérêt public**. »⁸

6. M. Wieviorka, *Neuf leçons de sociologie*, Paris, Laffont, 2008. Nous avons essayé d'illustrer cette question difficile dans une Petite Oeuvre Multimédia « La stratégie de l'araignée », in www.enlignedirecte.be

7. Beaucoup d'approches sociales et culturelles, de pratiques alternatives, se proposent en effet de constituer des supports à la création de soi, pour des individus comme pour des groupes. Nous avons souvent tenté d'en rendre raison dans ce magazine, notamment dans J. Fastrès et J. Blairon, « Lutttes culturelles, lutttes sociales », ou J. Blairon, J. Fastrès, C. Garzon et Q. Mortier, S. Ceusters, « Peut-on lutter contre la désaffiliation sociale par une politique d'emploi appropriée? Analyse de l'expérience du Miroir Vagabond ».

8. P. Bourdieu, *Contre-feux 2*, Paris, raisons d'agir, 2001, p. 53.



L'enjeu, après la crise ?

Bref, en face de l'individualisme consommateur, ne trouvons-nous pas des collectifs qui, fonctionnant comme des « groupes-sujets »⁹, sont porteurs de demandes, d'occasions de subjectivation pour le plus grand nombre (et d'abord pour ceux qui sont réduits au statut d'objet, fût-ce d'objets d'aide) ?

Mais la question de l'enjeu porte bien sur la **ressource** dont les acteurs du conflit central se disputent l'interprétation et la possession.

Nous pensons que l'individu ne constitue qu'une partie de l'enjeu ainsi défini. Nous nous demandons s'il ne serait pas possible de dire que c'est au contraire le **capital culturel qui constitue cette ressource**, dont les libéraux veulent l'instrumentalisation et l'exploitation au profit d'un profit sans limites (on identifie ici l'adversaire¹⁰) ; en face (nous touchons là à la question de l'acteur), nous trouverons ceux pour qui le capital culturel ne peut être asservi ni réservé à une élite.

POUR UNE DÉFINITION DU CAPITAL CULTUREL

Nous proposons de définir le capital culturel, de manière opératoire, comme l'ensemble réunissant les trois composantes suivantes, qui entretiennent entre elles des rapports de co-production :

- des connaissances acquises de manière variée (par l'expérience, l'étude, la recherche), faisant l'objet ou non de certification sous quelque forme que ce soit, « objectivées » dans des biens ou non (par exemples des produits culturels), en tout état de cause organisées en schèmes de pensée en partie déterminés socialement);
- des processus comme la capacité réflexive, créatrice, critique;
- des ressources subjectives relevant plus de la sphère performative que cognitive, comme la capacité à inspirer de la confiance, à mobiliser, à s'engager¹¹ : on pense ici aussi bien aux exigences que le néo-management fait peser sur les salariés (exigences – à sens unique - d'implication, de foi dans les valeurs de l'entreprise) qu'à la capacité, bien différente, à se déporter de son seul intérêt au profit d'un collectif, présent ou virtuel (par exemple : les générations futures).

Il est clair que le capital culturel est devenu une des sources principales de la production de richesse aujourd'hui, sous forme d'information réservée et stratégique, par exemple (notamment dans l'économie financière), sous forme de recherche et développement, de capacité d'innovation, mais aussi de biens spécifiques (les produits issus des industries culturelles) ou de captation subjective (le fait de participer à un grand événement sportif par exemple). On peut dire que la richesse est produite par une part de plus de plus importante de capital culturel incorporé dans les produits, quand le produit ne se résume pas carrément à une dimension culturelle.

9. Pour reprendre cette expression de F. Guattari.

10. En y ajoutant les « acteurs non humains » qui leur permettent de diffuser leurs orientations.

11. Une étude plus approfondie devrait montrer les liens entre cette partie du capital culturel et le capital social et symbolique.



L'enjeu, après la crise ?

Mais il doit être aussi évident que la liberté de se créer comme individu ou comme groupe n'est possible que grâce à la possession d'un capital culturel propre, dans les trois dimensions que nous avons esquissées ci-dessus.

Il nous semble donc que le capital culturel vu sous cet angle est bien la ressource dont la définition et la possession sont déterminantes dans la société d'aujourd'hui.

L'**enjeu central** dans les sociétés de production dite « immatérielle » tournera donc autour de la production, de l'utilisation, de la propriété, de la rétribution, de la participation et de la reproduction du capital culturel.

Et puisqu'Alain Touraine définit des « camps » qui s'affrontent à propos de l'enjeu central, nous voudrions montrer que chacun des points évoqués est bien susceptible d'interprétations opposées.

CAPITAL CULTUREL DÉCLINÉ EN SOUS-ENJEUX	POSITION LIBÉRALE DOMINANTE	CONTRE-POUVOIR
1. Production du capital culturel	Sous le mode de l'utilitarisme	Sous la forme libre d'un usage non assigné
2. Utilisation du capital culturel	Usage destructif	En veillant à maintenir sa socio-diversité
3. Propriété du capital culturel	Tendance à la confiscation	Revendication d'égalité
4. Rétribution du capital culturel	Exploitation sans limites	Revendication d'une rétribution de ses véritables producteurs
5. Contribution légitime	Pouvoir des spécialistes	Revendication de participation
6. Reproduction des conditions de production du capital culturel	Dissolution des collectifs et des ancrages	Ancrage dans les corps, les groupes et les territoires

Ce tableau n'a évidemment de sens qu'incarnée dans des conflits concrets où se joue l'enjeu. Nous aimerions en donner ici quelques exemples.

Les conflits qui concernent la production du capital culturel s'incarnent évidemment dans le système éducatif : certains revendiquent une formation utile (c'est-à-dire exploitable), quitte à l'organiser sous le mode même du travail instrumentalisé, à partir des outils du management ; d'autres pensent que la production du capital culturel doit être assurée par une formation générale, non assignée dans sa visée, ses méthodes, ses objets. Le livre de Jean-Pierre Le Goff *La barbarie douce, la modernisation aveugle des entreprises et de l'école* illustre parfaitement ce conflit.

Pour le capitalisme, l'utilisation du capital culturel peut se faire sans précaution ni protection, sous le cycle même de la marchandise, de la mode et de l'obsolescence programmée ; on peut même dire que le capital culturel doit pour lui être marchandisé (privatisation des agences de production, transformation des ressources subjectives en arguments ou en objets de vente...), c'est-à-dire constitué en marché. Face à cette volonté d'annexion, on trouve par



L'enjeu, après la crise ?

exemple la revendication de « l'exception culturelle », ou la revendication de l'autonomie du champ culturel. Le texte de Pierre Bourdieu « Questions aux vrais maîtres du monde » est emblématique de cette position.

La question de la propriété du capital culturel est traversée par la lutte, gagnée ou perdue, pour l'égalité : on trouve ici les enjeux de la démocratisation de la culture ou de l'enseignement, mais aussi de la démocratie culturelle ; le deuxième chantier namurois des *Assises de l'égalité* a tenté une étude collective de cette question dans le champ de l'enseignement, de l'entreprise et de la formation professionnelle.

La rétribution du capital culturel est au cœur des conflits du monde du travail, notamment au regard du déni systématique de l'apport du collectif ouvrier en la matière (ce qui permet son exploitation). Le livre de Danièle Linhart *Travailler sans les autres ?* en apporte des analyses très diversifiées.

La même question traverse le rapport entre les secteurs : l'apport du secteur « non marchand » et du secteur public est pareillement dénié. On se souvient à ce propos des fortes affirmations de Félix Guattari : « *Nous autres enseignants mais aussi travailleurs sociaux, nous sommes des producteurs de subjectivité et à ce titre nous sommes les ouvriers d'une industrie de pointe qui fournit la matière première subjective nécessaire à toutes les autres industries et activités sociales.* ».

« *Les théoriciens, les techniciens, les formateurs, les usagers, les agents de l'État, sont autant de composants des agencements de production de subjectivité. Et s'il est vrai que la production de subjectivité est devenue la grande affaire de notre temps, alors ce sont ceux-là qui dans la société occupent la place privilégiée de décideurs potentiels de nombre de choix de société* ». Il ajoute : « *... place qui était occupée hier par les classes ouvrières industrielles et avant-hier par les bourgeoisies urbaines et le clergé séculier.* ».

La lutte pour la légitimité est liée à la question de la rétribution, bien entendu, tout en la dépassant. Pour certains, la production du capital n'est légitime que si elle est confiée à des spécialistes patentés (qui doivent souvent leur succès à leur capacité à se mettre au service des dominants); pour d'autres, la légitimité doit être partagée ; c'est par exemple la revendication que les personnes concernées elles-mêmes participent de plein droit à la conception des actions, programmes ou réalisations qui les concernent. Les travaux de Michel Callon et al. à propos de la démocratie dialogique (*Agir dans un monde incertain, essai sur la démocratie technique*) illustrent ce conflit.

Enfin, la reproduction des conditions mêmes de la production divise aussi des camps opposés. La reproduction des modes de production du capital culturel dominants suppose un travail constant de dissolution des collectifs et des ancrages. Luc Boltanski l'évoque bien à propos du mode de formation des élites¹² ; le « bougisme » et la déterritorialisation permanente

12. Boltanski rappelle le rôle que joue la formation des élites dans des écoles internationales, puis par les premières expériences professionnelles menées dans des pays comportant un autre droit du travail (ou, dit-il, pas de droit du travail du tout) : coupées de leurs relations et dépendances et de leurs attachements, les nouvelles élites apprennent ainsi pour toute forme de solidarité celle qui contribue à la formation d'une classe dominante mondiale. Cfr L. Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008, p. 169.



L'enjeu, après la crise ?

illustrent bien cette orientation. A l'inverse, de nombreux auteurs défendent une articulation des ancrages dans le corps, le territoire physique, le groupe social comme fondement de la subjectivation : c'est certainement le cas de Félix Guattari (dans *Les trois écologies* notamment), mais aussi de Paul Virilio (cfr « L'écologie grise », in *La vitesse de Libération*, Paris, Galilée, 1995, pp. 75 et sq.).

On comprendra que les exemples que nous venons de donner ne sont là qu'à titre indicatif et illustratif. Un travail ultérieur devra tenter de poser la question de l'**ensemble potentiel** qu'ils peuvent concerner. Cette interrogation ne pourra être poussée plus avant qu'en articulant ces niveaux de conflit aux **acteurs** qui sont susceptibles de les porter, les révéler et les mener : nous retrouvons ici la notion d'entre-définition (de définition réciproque) des pôles de l'adversaire, de l'enjeu et de la conscience de l'acteur.

Lorsque nous évoquons le fait que ces conflits peuvent former un **ensemble potentiel** défini par la nature de l'enjeu, nous ne nous référons pas à la pensée assimilationniste de « l'unité des luttes », qui « rabattait » toutes les questions sur le seul niveau de la lutte des classes ; nous envisageons plutôt la possibilité de leur connexion, d'une **transversalité positive** faite de rencontres et d'alliances, comme l'évoquait Félix Guattari :

« Ces machines militantes mutantes, pour des espaces de liberté transversaux et singularisés, n'auront aucune prétention à la pérennité. Elles assumeront d'autant mieux leur foncière précarité et la nécessité de leur renouvellement incessant, qu'elles seront portées par un mouvement social de grande ampleur, lui, de longue durée. C'est ce qui les conduira à nouer de nouvelles et larges alliances [c'est Guattari qui souligne] qui les feront sortir de leur plus grave maladie d'enfance, à savoir une propension tenace à se vivre comme minorités encerclées. Il s'agit ici de sortir des logiques politiques traditionnelles: celle, duplice, des combinaisons de pouvoir, et celle, puriste et sectaire, des mouvements des années soixante, et qui les conduisit à se couper définitivement de la grande masse des populations. Leur ouverture transversaliste devrait être suffisante pour les mettre en mesure de s'articuler à des groupes sociaux dont les préoccupations, les styles, les façons de voir, sont fort éloignés des leurs. Ce ne sera possible que pour autant que, précisément, elles assumeront leur finitude et leur singularité, et qu'elles sauront se déprendre sans appel, sans arrière-pensée, du mythe pervers de la prise de pouvoir d'Etat [c'est Guattari qui souligne] par le parti de l'avant-garde. Personne ne prendra plus le pouvoir au nom des opprimés! Plus question de confisquer les libertés au nom de la Liberté. Le seul objectif acceptable, c'est la prise de la société par la société elle-même. »¹³

En raisonnant de la sorte, nous ne pensons pas nous être éloigné de la question posée par Alain Touraine, dont nous sommes parti :

« Le but à atteindre est la reconstruction d'un ensemble vivant et actif, ce qui passe par une redéfinition des principaux acteurs par eux-mêmes. »¹⁴

13. F. Guattari, *Les années d'hiver. 1980-1985*, Paris, Editions Bernard Barrault, 1986, pp. 68-69.

14. A. Touraine, *Après la crise*, Paris, Seuil, 2010, p. 121.